

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2003 — 1454

[C — 2003/31176]

27 FEVRIER 2003. — Arrêté 2002/490 du Collège de la Commission communautaire française portant règlement de l'octroi de subventions à l'investissement aux maisons d'accueil

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 27 mai 1999 relatif à l'agrément et aux subventions des maisons d'accueil et notamment l'article 7;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé donné le 18 juin 2002;

Vu les avis de l'Inspectrice des Finances donnés les 2 juillet 2002 et 4 février 2003;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget donné le 4 juillet 2002;

Vu la délibération du Collège sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis de Conseil d'Etat donné le 25 septembre 2002 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Membre du Collège chargé du Budget, de l'Action sociale et de la Famille,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

le Membre du Collège : le Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille;

l'administration : les services du Collège de la Commission communautaire française;

le coût maximum subsidiable : le montant maximum des achats et travaux pris en considération pour déterminer le montant de la subvention.

Art. 3. Le présent arrêté fixe les conditions, procédures et modalités d'octroi de subventions de la Commission communautaire française dans l'achat, la construction, l'extension, l'aménagement, la rénovation ou les grosses réparations des bâtiments affectés à des maisons d'accueil agréées ainsi que pour leur équipement et ameublement.

Sont exclus du bénéfice des subventions, l'achat de terrain à bâtir, de matériel informatique et d'ameublement autre que le mobilier d'installation dans un bâtiment nouvellement acquis ou construit.

Les crédits disponibles sont affectés dans l'ordre de priorité décroissant suivant :

1° sécurité et cas de force majeure;

2° achèvement de chantiers en cours subventionnés;

3° mise en conformité aux normes architecturales fixées par le Collège;

4° travaux ou achat de bâtiments sans augmentation du nombre de places agréées;

5° extension de capacité.

CHAPITRE II. — Du subventionnement

Art. 4. L'octroi de la subvention à l'achat, la construction, l'extension, l'aménagement, la rénovation ou les grosses réparations est subordonné aux conditions suivantes :

1° le demandeur doit fournir la preuve qu'il est à même de financer sa part du coût de l'entreprise. A cet effet, il peut être tenu compte de la valeur du terrain dont le demandeur est propriétaire;

2° le demandeur ne peut pas acheter de bâtiment, d'équipement ou de mobilier et ne peut pas entamer de travaux sans accord préalable du Collège;

3° le demandeur doit respecter les conditions d'agrément fixées par la réglementation;

4° le demandeur ne peut pas modifier l'affectation des bâtiments sans l'autorisation préalable du Collège;

5° le demandeur ne peut vendre sans autorisation préalable du Collège le bâtiment dont la construction ou l'achat a été subsidié, et doit rembourser, en cas d'aliénation de ce bâtiment la part non amortie de la subvention accordée et 50 % de la plus-value éventuellement réalisée, sauf cas de force majeure;

6° le demandeur doit rembourser, en cas d'aliénation du bâtiment dont la rénovation ou l'aménagement ont fait l'objet d'un subside, la part non amortie du montant de la subvention, sauf cas de force majeure;

7° le demandeur qui sollicite une subvention pour effectuer des travaux doit fournir la preuve qu'il est propriétaire de l'immeuble ou titulaire d'un droit d'emphytéose sur celui-ci;

8° le demandeur qui sollicite une subvention pour construire un bâtiment doit fournir la preuve qu'il est propriétaire du terrain à bâtir ou titulaire d'un droit d'emphytéose sur celui-ci.

Art. 5. Par dérogation à l'article 4, 7°, le locataire peut également obtenir une subvention pour l'aménagement, la rénovation ou les grosses réparations, aux conditions supplémentaires suivantes :

1° le bâtiment ou la partie de bâtiment à aménager ou rénover comprend au moins 10 places agréées;

2° les travaux subsidiés sont indispensables pour :

a) répondre aux normes de sécurité;

b) répondre aux normes architecturales imposées par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 26 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil.

3° le demandeur, locataire du bâtiment, conclut avec la Commission communautaire française et le propriétaire du bâtiment une convention tripartite par laquelle :

a) le propriétaire autorise le locataire à effectuer les travaux subventionnés;

b) le propriétaire s'engage à rembourser à la Commission communautaire française en cas d'aliénation du bâtiment ou de rupture du bail à son initiative la part non amortie de la subvention.

4° le coût maximum subsidiable est fixé à 125.000 euros au 1^{er} janvier 2003 et ne comprend pas la taxe sur la valeur ajoutée et les frais généraux, tels que définis à l'article 44, alinéa 1^{er}, 3°. Ce coût est adapté suivant les règles définies à l'article 7, § 2.

Art. 6. § 1^{er}. Le montant de la subvention est fixé à 60 % du prix d'achat du bâtiment, y compris les frais d'acte et les droits d'enregistrement, ou du montant du marché de travaux ou de fournitures tels que prévus à l'article 44 pour autant que ce montant ne dépasse pas le maximum fixé aux articles 5 et 7.

§ 2. Toutefois, le montant de la subvention est fixé :

1° à 90 % du montant des travaux, fournitures et prestations, dans la limite des mesures indispensables pour que la maison agréée par la Commission communautaire française avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté puisse répondre de manière satisfaisante aux exigences de sécurité requises en la matière;

2° à 90 % du montant des travaux, fournitures et prestations supplémentaires qui sont exigés au cours de la réalisation d'un projet de construction nouvelle, au cas où ce projet a fait l'objet d'une attestation du service régional d'incendie ou de l'ONE certifiant que les exigences de sécurité requises en la matière étaient respectées et qu'il apparaît toutefois par la suite que des travaux, fournitures et prestations supplémentaires sont indispensables pour répondre à de nouvelles exigences de sécurité.

Art. 7. § 1^{er}. Le coût maximum subsidiable est fixé à 25 000 euros par place agréée.

Il est établi à la date du 1^{er} janvier 2003 et ne comprend ni les droits d'enregistrement et frais d'actes notariaux, ni les postes visés à l'article 44, alinéa 1^{er}, b) à e) de l'arrêté.

§ 2. Le coût maximum subsidiable suit les variations des salaires et charges sociales, de l'indice des matériaux et des taxes généralement quelconques. La formule d'actualisation des coûts est :

$$p = P \times \left(0,40 \frac{S}{S} + 0,40 \frac{i}{I} + 0,20 \right)$$

Dans cette formule :

p est le montant de la dépense approuvée à la date du dépôt des offres;

P est le montant actualisé au 1^{er} janvier 2003 de la dépense approuvée p;

s et S représentent les salaires officiels de la construction, pour la catégorie A, d'application respectivement dix jours avant la date de dépôt des offres, et à la date du 1^{er} janvier 2003.

i et I représentent l'indice des matériaux respectivement pour le mois du dépôt des offres et pour le mois de janvier 2003.

Art. 8. Les révisions de prix contractuelles résultant des fluctuations des salaires et charges sociales, ainsi que des matériaux telles qu'elles résultent de l'application du cahier spécial des charges régissant l'entreprise subsidiée, n'entrent pas dans le calcul du coût maximum subsidiable.

Art. 9. Le montant de la subvention est calculé sur base du prix d'achat, majoré des droits d'enregistrement et des frais d'acte, à la condition toutefois que le montant de l'achat ne dépasse ni la valeur vénale telle qu'elle a pu être estimée par le Comité d'Acquisition d'Immeubles ou par le Receveur de l'Enregistrement, ni le coût maximum subsidiable.

La subvention est calculée sur la base de la plus basse de ces trois valeurs, majorée des frais d'actes et des droits d'enregistrement réduits en proportion de la valeur prise en compte pour le calcul de la subvention.

Art. 10. La durée d'amortissement des bâtiments acquis ou aménagés est fixée comme suit :

33 ans pour la construction d'un bâtiment;

25 ans pour l'achat d'un bâtiment;

15 ans pour la rénovation ou l'aménagement d'un bâtiment.

CHAPITRE III. — *De la procédure d'octroi de subventions à l'achat de bâtiments*

Art. 11. Le demandeur introduit auprès de l'administration une demande d'accord de principe.

Art. 12. La demande d'accord de principe comprend les documents suivants :

- 1° la délibération de l'organe compétent de l'association maître de l'ouvrage;
- 2° la preuve que le maître de l'ouvrage est une maison d'accueil agréée, la copie de ses statuts et la composition de son conseil d'administration;
- 3° les comptes et bilans de l'association maître de l'ouvrage, pour les trois années précédant la demande, approuvés par l'assemblée générale et signés par un administrateur;
- 4° un mémoire indiquant les raisons qui justifient l'achat du bâtiment, en précisant notamment les besoins dans le territoire à desservir, compte tenu des prévisions et de la couverture en équipements existants dans ce territoire. Il comprend le plan de situation, la description des lieux et biens ainsi qu'une note relative aux voies d'accès et moyens de transport;
- 5° un avis du service régional d'incendie sur la sécurité du bâtiment, compte tenu de sa destination;
- 6° une estimation de la valeur du bâtiment;
- 7° une estimation des travaux d'extension, d'aménagement, de rénovation ou de grosses réparations à réaliser éventuellement;
- 8° une attestation établissant la preuve que le maître de l'ouvrage est à même de contribuer au financement de l'achat et des travaux éventuels;
- 9° un extrait de la matrice cadastrale.

Art. 13. Le Collège donne son accord de principe sur l'octroi d'une subvention à l'achat et à l'aménagement éventuel du bâtiment.

Art. 14. Le demandeur introduit auprès de l'administration un dossier de demande de décision définitive d'octroi de subvention.

Art. 15. La demande de décision définitive d'octroi de subvention comprend les documents suivants :

- 1° la délibération de l'organe compétent de l'association maître de l'ouvrage;
- 2° le prix de la vente;
- 3° l'estimation des droits d'enregistrement et des frais d'acte;
- 4° un bulletin de virement annulé.

Art. 16. le Collège prend la décision définitive d'octroi de la subvention et fixe son montant.

Art. 17. L'acte d'achat ne peut être passé qu'après la décision définitive d'octroi de subvention.

Art. 18. La liquidation de subvention intervient après l'enregistrement de l'acte d'achat et approbation de l'avant-projet des éventuels travaux à réaliser dans le bâtiment, sur présentation des documents suivants :

- 1° la copie de l'acte d'achat enregistré;
- 2° le relevé des frais d'acte notariaux.

CHAPITRE IV. — *De la procédure d'octroi de subventions à la construction, l'extension, l'aménagement, la rénovation ou les grosses réparations de bâtiments ainsi que l'équipement et l'ameublement*

Art. 19. Le demandeur introduit auprès de l'administration une demande d'accord de principe.

Art. 20. La demande comprend les documents suivants :

- 1° la délibération de l'organe compétent de l'association maître de l'ouvrage;
- 2° la preuve que le maître de l'ouvrage est une maison d'accueil agréée, la copie de ses statuts et la composition de son conseil d'administration;
- 3° les comptes et bilans de l'association maître de l'ouvrage, pour les trois années précédant la demande, approuvés par l'assemblée générale et signés par un administrateur;
- 4° une attestation certifiant qu'il n'a pas encore été passé commande des travaux et fournitures faisant l'objet de la demande d'accord de principe;
- 5° un mémoire indiquant les raisons qui justifient l'exécution des travaux proposés et l'achat des équipements et mobiliers proposés, en précisant notamment les besoins dans le territoire à desservir, compte tenu des prévisions et de la couverture en équipements existants dans ce territoire. Il comprend le plan de situation, la description des lieux et biens ainsi qu'une note relative aux voies d'accès et moyens de transport.

Art. 21. Le Collège donne son accord de principe sur l'octroi d'une subvention. Cet accord de principe est valable pendant une période de deux ans, délai avant l'expiration duquel l'avant-projet des travaux doit être introduit.

Art. 22. Le demandeur introduit auprès de l'administration un dossier d'avant-projet.

Art. 23. Le dossier d'avant-projet comprend les éléments suivants :

- 1° les documents administratifs :
 - a) la délibération de l'organe compétent de l'association maître de l'ouvrage de confier l'étude à un auteur de projet;
 - b) l'avis de l'administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire;
 - c) l'avis du service d'incendie;
 - d) une attestation établissant la preuve que le maître de l'ouvrage est à même de contribuer au financement des travaux.
- e) le titre de propriété ou d'emphytéose du bâtiment ou le bail locatif et la convention visée à l'article 5, 3°
- 2° Les plans :

a) Le plan général d'implantation indiquant :

- les courbes de niveau;
- l'emplacement du bâtiment et le niveau de l'étage inférieur;
- le tracé des égouts;
- le chemin d'accès;
- les possibilités d'alimentation en eau potable et en énergie électrique;

b) le profil en long des égouts;

c) les plans des différents niveaux, les vues des façades et les coupes principales à 1 ou 2 %, y compris ceux des bâtiments existants dans le cas d'adaptation;

3° le relevé des superficies brutes bâties par étage, existantes et à construire;

4° la liste et les estimations des entreprises qui seront attribuées séparément;

5° pour chaque entreprise, une note technique succincte qui décrit les procédés de construction, détaille les diverses dispositions à prendre, indique les matériaux à utiliser et les installations à prévoir.

Art. 24. Le Collège approuve le dossier d'avant-projet qui lui est soumis et fixe le coût maximum subsidiable.

Art. 25. L'établissement des projets et la passation des marchés sont conformes à la législation applicable aux marchés publics de travaux de fournitures et de services.

Art. 26. Le projet doit être conforme à l'avant-projet approuvé.

Art. 27. Le dossier de projet introduit auprès de l'administration comprend les documents suivants :

1° la délibération de l'organe compétent de l'association maître de l'ouvrage approuvant le cahier spécial des charges, les plans et le montant de l'estimation;

2° le cahier spécial des charges et ses annexes, notamment le métré descriptif, le modèle de soumission et le modèle de métré récapitulatif ou le modèle d'inventaire;

3° les plans d'ensemble et tous les plans de détail nécessaires à la bonne compréhension des ouvrages;

4° une attestation du service d'incendie certifiant que le projet répond aux normes réglementaires;

5° le devis estimatif établi par article du métré récapitulatif ou de l'inventaire.

Art. 28. Le projet ainsi que le mode de passation du marché sont soumis à l'approbation du Collège.

Art. 29. L'administration est avisée en temps utile de la date de l'ouverture des offres. Si elle le juge utile, elle s'y fait représenter par un de ses membres.

Art. 30. Le demandeur transmet à l'administration le dossier d'attribution du marché.

Art. 31. Le dossier comprend les documents suivants :

1° le cahier spécial des charges, le devis estimatif et les plans qui ont servi de base à l'attribution;

2° les preuves de publicité ou le cas échéant de la consultation d'autres soumissionnaires;

3° les offres déposées et leurs annexes;

4° copie de l'offre retenue;

5° le procès-verbal d'ouverture des offres;

6° le rapport de l'auteur de projet sur l'adjudication;

7° la délibération motivée par laquelle l'organe compétent de l'association maître de l'ouvrage propose la désignation de l'adjudicataire;

8° un bulletin de virement annulé.

Art. 32. Au terme de cette procédure, le Collège prend la décision définitive d'octroi de subvention.

Art. 33. Les marchés sont exécutés conformément aux dispositions en vigueur en matière de marchés publics et dans le respect des conditions particulières reprises ci-après.

Art. 34. L'ordre de commencer les travaux ou de livrer les fournitures ne peut être donné avant que la décision définitive d'octroi de subvention n'ait été prise.

Au moment où il envoie cet ordre à l'adjudicataire, le maître de l'ouvrage en fait parvenir une copie à l'administration.

Art. 35. A la fin de chaque mois, il est dressé un état d'avancement des travaux à signer pour accord par l'entrepreneur, l'auteur de projet et le maître de l'ouvrage.

Art. 36. Les états d'avancement et les états cumulatifs correspondants à ceux-ci doivent être régulièrement dressés et tenus sur le chantier, à la disposition de l'administration.

Art. 37. Des acomptes sur subvention sont liquidés au maître de l'ouvrage jusqu'à concurrence des neuf dixièmes de l'engagement initial, sur présentation des états d'avancement, des factures, des lettres de créance y afférentes et des tableaux justifiant le délai d'exécution.

Art. 38. Seuls les travaux supplémentaires ou modificatifs indispensables indépendants de la volonté du maître de l'ouvrage et qui n'étaient pas prévisibles lors de l'attribution du marché peuvent éventuellement bénéficier d'une subvention complémentaire.

Art. 39. Les prolongations de délais doivent faire l'objet d'une demande écrite de l'entrepreneur ou du fournisseur et d'une délibération du maître de l'ouvrage, les interruptions doivent faire l'objet d'ordres écrits d'arrêt et de reprise ainsi que de justifications. Ces documents sont joints aux factures des périodes concernées.

Art. 40. Le maître de l'ouvrage procède à la réception provisoire dans les conditions prescrites par le cahier général des charges. L'administration est informée au moins 15 jours avant la date fixée pour la réception.

Art. 41. Lorsque les travaux sont terminés et réceptionnés, le montant total de la subvention est déterminé en fonction du compte final et le dixième restant de l'engagement initial est liquidé au maître de l'ouvrage.

Art. 42. Le demandeur introduit auprès de l'administration le compte final de l'entreprise.

Art. 43. Le dossier contenant le compte final de l'entreprise comprend les documents suivants :

- 1° le procès-verbal de réception provisoire;
- 2° un tableau établissant le montant total dû à l'entrepreneur;
- 3° les justifications et décomptes ayant trait au tableau précité;
- 4° un tableau récapitulant les états d'avancement;
- 5° le tableau donnant la justification du délai d'exécution et ses annexes;
- 6° éventuellement, la facture relative aux essais géotechniques;
- 7° éventuellement, les factures relatives aux raccordements eau - gaz - électricité.

Art. 44. Le montant de l'entreprise admis au bénéfice de la subvention comprend les postes suivants :

1° le montant total dû à l'entrepreneur, déduction faite des postes non subventionnables de la soumission et des décomptes et travaux modificatifs non acceptés, mais y compris les révisions contractuelles proportionnelles au montant subsidiable telles qu'elles résultent de l'application du cahier spécial des charges régissant l'entreprise subsidiée, pour autant que ce document ait fait l'objet d'une approbation préalable du Collège telle que prévue aux articles 25 à 28;

2° le montant de la taxe sur la valeur ajoutée;

3° le montant des frais généraux, celui-ci étant fixé forfaitairement à 7 % du total des montants repris sub 1° et 2°;

4° le coût des essais géotechniques éventuels;

5° le coût des raccordements éventuels en eau, gaz et électricité, pour autant qu'ils aient été effectués par les sociétés distributrices.

Art. 45. Le Collège approuve le compte final de l'entreprise et, s'il échet prend la décision d'octroi d'une subvention complémentaire.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 46. Le présent arrêté prend ses effets le 27 février 2003.

Art. 47. Le Membre du Collège, compétent pour le Budget, l'Action sociale et de la Famille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 février 2003.

Par le Collège,
Le Président du Collège,
E. TOMAS
Le membre du Collège,
chargé du Budget, de l'Action sociale et de la Famille,
A. HUTCHINSON

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 1454

[C — 2003/31176]

27 FEBRUARI 2003. — Besluit 2002/490 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende het reglement voor de toekenning van investeringssubsidies aan opvangtehuizen

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet het decreet van 27 mei 1999 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen en inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheidszorg, gegeven op 18 juni 2002;

Gelet op de adviezen van de Inspectrice van Financiën, gegeven op 2 juli 2002 en 4 februari 2003;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College bevoegd voor de Begroting, gegeven op 4 juli 2002;

Gelet op de beraadslaging van het College over het verzoek aan de Raad van State om binnen een termijn van een maand advies te geven;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 25 september 2002, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van het Lid van het College belast met Begroting, Sociale Actie en Gezin,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

het Lid van het College : het lid van het College belast met Sociale Actie en Gezin;

het bestuur : de diensten van de Franse Gemeenschapscommissie;

de maximaal subsidieerbare kost : het maximum bedrag van de aankopen en werken die in aanmerking komen voor het bepalen van het subsidiebedrag.

Art. 3. Dit besluit stelt de voorwaarden, procedures en modaliteiten vast voor de toekenning van subsidies van de Franse Gemeenschapscommissie voor het aankopen, bouwen, uitbreiden, inrichten, renoveren en uitvoeren van grotere herstelwerken aan en van gebouwen die gebruikt worden door erkende opvangtehuizen en voor de uitrusting en de bemeubeling ervan.

Van subsidiëring uitgesloten zijn : de aankoop van bouwgronden, van informaticamateriaal en van andere mobiliair dan het installatiemobiliair voor een pas verworven gebouw of in een nieuwbouw.

De beschikbare kredieten worden toegewezen volgens de volgende orde van afnemende prioriteit :

1° veiligheid en heirkraft;

2° afwerken van lopende gesubsidieerde werken;

3° in overeenstemming brengen met de architectuurnormen vastgesteld door het College;

4° werken aan of aankoop van gebouwen zonder stijging van het aantal erkende plaatsen;

5° Uitbreiding van de opvangcapaciteit.

HOOFDSTUK II. — *De subsidiëring*

Art. 4. De toekenning van subsidie voor het aankopen, bouwen, uitbreiden, inrichten, renoveren en uitvoeren van grotere herstelwerken is afhankelijk van het voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° de aanvrager moet het bewijs leveren dat hij bij machte is zijn deel van de kostprijs te financieren. Daartoe kan er rekening worden gehouden met de waarde van het terrein waarvan de aanvrager eigenaar is;

2° de aanvrager mag geen gebouwen, uitrustingen of mobiliair aankopen of werken aanvatten zonder het voorafgaand akkoord van het College;

3° de aanvrager moet de door de reglementering opgelegde erkenningsvoorwaarden naleven;

4° de aanvrager mag de bestemming van de gebouwen niet wijzigen zonder het voorafgaand akkoord van het College;

5° de aanvrager mag zonder de voorgaande toelating van het College niet overgaan tot de verkoop van een gebouw waarvan de bouw of de aankoop werden gesubsidieerd en hij moet, in geval van vervreemding van dit gebouw, het niet afgeschreven deel van de gekregen subsidie en 50 % van de eventueel verkregen meerwaarde terugbetalen, uitgezonderd in geval van heirkraft;

6° de aanvrager moet, in geval van vervreemding van een gebouw waarvan de renovatie of de inrichting werden gesubsidieerd, het niet afgeschreven deel van het subsidiebedrag terugbetalen, uitgezonderd in geval van heirkraft;

7° de aanvrager die een subsidie vraagt voor het uitvoeren van werken moet bewijzen dat hij de eigenaar van het gebouw of de titularis van een erfpachtrecht op dat gebouw is;

8° de aanvrager die een subsidie vraagt voor het bouwen van een gebouw moet bewijzen dat hij de eigenaar van de bouwgrond of de titularis van een erfpachtrecht op deze bouwgrond is.

Art. 5. In afwijking van artikel 4, 7°, kan er ook aan de huurder subsidie worden toegewezen voor de inrichting, de renovatie of de grotere herstelwerken, mits er aan de volgende bijkomende voorwaarden wordt voldaan :

1° het in te richten of te renoveren gebouw of gebouwendeel telt minsten 10 erkende plaatsen;

2° de te subsidiëren werken zijn onontbeerlijk :

a) om aan de veiligheidsnormen te voldoen;

b) om te voldoen aan de architectuurnormen opgelegd door het besluit van 26 juli 2000 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende uitvoering van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen;

3° de aanvrager, huurder van het gebouw, sluit met de Franse Gemeenschapscommissie en met de eigenaar van het gebouw een driepartijen overeenkomst waarin :

a) de eigenaar aan de huurder toestemming geeft voor het uitvoeren van de gesubsidieerde werken;

b) de eigenaar zich verbindt tot de terugbetaling aan de Franse Gemeenschapscommissie van het niet afgeschreven deel van de subsidie bij vervreemding van het gebouw en bij de verbreking van de huurovereenkomst op zijn initiatief;

4° de maximaal subsidieerbare kost wordt per 1 januari 2003 op 125.000 euro vastgesteld. Dit bedrag omvat de belasting op de toegevoegde waarde en de algemene kosten, zoals bepaald in artikel 44, eerste lid 1^{er}, 3° niet. Dit bedrag wordt aangepast volgens de regeling die in artikel 7, § 2 wordt bepaald.

Art. 6. § 1. Het subsidiebedrag wordt vastgesteld op 60 % van de aankoopprijs van het gebouw, met inbegrip van de akte- en registratiekosten, of van het bedrag van de opdracht voor werken of leveringen, zoals bepaald in artikel 44, voor zover dit bedrag niet hoger ligt dan het maximum vastgesteld in de artikelen 5 en 7.

§ 2. Het subsidiebedrag wordt echter vastgesteld :

1° op 90 % van het bedrag van de werken, leveringen en prestaties die ervoor moeten zorgen dat een opvangtehuis dat erkend was door de Franse Gemeenschapscommissie voor de datum van het inwerking treden van dit besluit op voldoende wijze kan beantwoorden aan de terzake geldende veiligheidsvereisten;

2° op 90 % van de bijkomende werken, leveringen en prestaties die tijdens de uitvoering van een nieuwbouwproject worden opgelegd, indien er voordien voor dit project door de gewestelijke brandweerdienst of door de ONE een attest werd afgeleverd waaruit bleek dat er aan de veiligheidsvereisten werd voldaan, omdat nadien blijkt dat deze bijkomende werken, leveringen of prestaties onontbeerlijk zijn om aan nieuwe veiligheidsvereisten te kunnen voldoen.

Art. 7. § 1. De maximaal subsidieerbare kost wordt per 1 januari 2003 op 25 000 euro per erkende plaats vastgesteld. Dit bedrag omvat noch de registratierechten, noch de kosten voor notarisakten, noch de posten vermeld in artikel 44, eerste lid, b) à e) van dit besluit.

§ 2. De maximaal subsidieerbare kost volgt de schommelingen van de lonen en sociale lasten, van de materialenindex en van de algemene taksen. Voor de actualisering geldt de volgende formule :

$$p = P \times \left(0,40 \frac{S}{S} + 0,40 \frac{i}{I} + 0,20 \right)$$

In deze formule :

is p het bedrag van de goedgekeurde uitgave op de dag van de indiening van de offertes;

is P het per 1 januari 2003 geactualiseerde bedrag van de goedgekeurde uitgave p;

zijn s en S de officiële lonen van de bouwsector voor de categorie A, respectievelijk van toepassing tien dagen voor de indiening van de offertes en op 1 januari 2003.

zijn i en I de materialenindex, respectievelijk voor de maand waarin de offertes werden ingediend en voor de maand januari 2003.

Art. 8. De contractuele prijsherzieningen ten gevolge van de schommelingen van de lonen en sociale lasten en de prijsherzieningen van materialen tijdens de uitvoering van het bijzonder bestek dat de gesubsidieerde werken regelt, komen niet in aanmerking voor de berekening van de maximaal subsidieerbare kost.

Art. 9. Het subsidiebedrag wordt berekend op basis van de aankoopprijs, verhoogd met de registratierechten en de aktekosten, op voorwaarde echter dat de aankoopprijs niet hoger ligt dan de verkoopwaarde die door het Aankoopcomité van Gebouwen of door de ontvanger van de Registratie werd geraamd, of dan de maximaal subsidieerbare kost.

De subsidie wordt berekend op basis van de laagste van deze drie waarden, verhoogd met de aktekosten en de registratierechten die beperkt worden in verhouding tot de waarde die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de subsidie.

Art. 10. De afschrijvingsduur van de verworven of ingerichte gebouwen wordt vastgesteld op :

33 jaar voor nieuwbouw;

25 jaar voor de aankoop van een bestaand gebouw;

15 jaar voor de renovatie of de inrichting van een gebouw.

HOOFDSTUK III. — *De toekenningprocedure van subsidies voor de aankoop van gebouwen*

Art. 11. De aanvrager dient bij het bestuur een aanvraag om principiële akkoord in.

Art. 12. Bij de aanvraag om principiële akkoord worden de volgende documenten gevoegd :

1° de beraadslaging van het bevoegde orgaan van de vereniging die bouwheer is;

2° het bewijs dat de bouwheer een erkend opvangtehuis is, een afschrift van zijn statuten en de samenstelling van zijn raad van bestuur;

3° de rekeningen en balansen van de vereniging-bouwheer, voor de drie jaren die aan de aanvraag voorafgaan, goedgekeurd door de algemene vergadering en ondertekend door een beheerder;

4° een toelichting bij de redenen die de aankoop van het gebouw verantwoorden, met onder meer de vermelding van de noden in het te bedienen gebied, rekening houdend met de vooruitzichten en met de bestaande uitrusting in dat gebied. Met een liggingplan, een beschrijving van de plaatsen en van de goederen en met een nota over de toegangswegen en de vervoermiddelen;

5° een advies van de gewestelijke brandweerdienst over de veiligheid van het gebouw, gelet op de bestemming ervan;

6° de geschatte waarde van het gebouw;

7° een kostenraming van de eventueel uit te voeren uitbreiding, inrichting, renovatie of grotere herstelwerken;

8° een attest waaruit blijkt dat de bouwheer bij machte is om bij te dragen in de financiering van de aankoop en van de eventuele werken;

9° een uittreksel uit de kadastrale legger .

Art. 13. Het College geeft een principiële akkoord voor de toekenning van een subsidie voor de aankoop en de eventuele aanpassing van het gebouw.

Art. 14. De aanvrager dient bij het bestuur een aanvraag om definitieve beslissing tot toekenning van een subsidie in.

Art. 15. Bij de aanvraag om definitieve beslissing tot toekenning van een subsidie worden de volgende documenten gevoegd :

1° de beraadslaging van het bevoegde orgaan van de vereniging die bouwheer is;

2° de verkoopprijs;

3° de raming van de registratierechten en de aktekosten;

4° een ongeldig gemaakt overschrijvingsformulier.

Art. 16. Het College treft de definitieve beslissing tot toekenning van een subsidie en stelt het bedrag vast.

Art. 17. De aankoopakte kan pas worden verleden na de definitieve beslissing tot toekenning van een subsidie.

Art. 18. De uitbetaling van de subsidie wordt verricht na de registratie van de aankoopakte en na de goedkeuring van het voorontwerp van de eventueel in het gebouw uit te voeren werken, op voorlegging van de volgende documenten :

- 1° een kopie van de geregistreerde aankoopakte;
- 2° een overzicht van de notariskosten.

HOOFDSTUK IV. — De toekenningprocedure van subsidies voor de bouw, de uitbreiding, de inrichting, de renovatie, de grotere herstelwerken, de uitrusting en het mobilair

Art. 19. De aanvrager dient bij het bestuur een aanvraag om principiële akkoord in.

Art. 20. Bij de aanvraag om principiële akkoord worden de volgende documenten gevoegd :

- 1° de beraadslaging van het bevoegde orgaan van de vereniging die bouwheer is;
- 2° het bewijs dat de bouwheer een erkend opvangtehuis is, een afschrift van zijn statuten en de samenstelling van zijn raad van bestuur;
- 3° de rekeningen en balansen van de vereniging-bouwheer, voor de drie jaren die aan de aanvraag voorafgaan, goedgekeurd door de algemene vergadering en ondertekend door een beheerder;
- 4° een attest waaruit blijkt dat er voor de werken en leveringen die het voorwerp uitmaken van de aanvraag om principiële akkoord nog geen bestellingen werden verricht;
- 5° een toelichting bij de redenen die de uitvoering van de voorgestelde werken of de aankoop van de voorgestelde uitrusting of mobilair verantwoorden, met onder meer de vermelding van de noden in het te bedienen gebied, rekening houdend met de vooruitzichten en met de bestaande uitrusting in dat gebied. Met een liggingplan, een beschrijving van de plaatsen en van de goederen en met een nota over de toegangswegen en de vervoermiddelen

Art. 21. Het College geeft een principiële akkoord voor de toekenning van een subsidie. Dit principiële akkoord blijft twee jaar gelden, het voorontwerp van de werken moet binnen deze termijn worden ingediend.

Art. 22. De aanvrager dient bij het bestuur een voorontwerpdossier in.

Art. 23. Het voorontwerpdossier omvat de volgende elementen :

- 1° De administratieve documenten :
 - a) de beraadslaging van het bevoegde orgaan van de vereniging-bouwheer waarbij de studie aan een ontwerper wordt toevertrouwd;
 - b) het advies van het Bestuur Stedenbouw en Ruimtelijke Ordening;
 - c) het advies van de Brandweerdienst;
 - d) een attest waaruit blijkt dat de bouwheer bij machte is om mede de werken te financieren.
 - e) de eigendoms- of erfpachttitel; de huurovereenkomst en de overeenkomst bedoeld in art 5, 3°
- 2° De plannen :
 - a) het algemeen liggingplan, met vermelding van :
 - de niveaulijnen;
 - de ligging van het gebouw en het niveau van de laagste verdieping;
 - het tracé van de rioleringen;
 - de toegangswegen;
 - de aansluitmogelijkheden op het waterleidingennet en het elektriciteitsnet;
 - b) het lengteprofiel van de rioleringen;
 - c) de plannen van de diverse niveaus, het geveluitzicht en de belangrijke doorsneden op 1 of 2 %, met inbegrip van deze van de bestaande gebouwen indien het om aanpassingswerken gaat;
- 3° De meetstaat van de bruto bebouwde bestaande en te bouwen oppervlakte per verdieping;
- 4° De lijst en de kostenraming van de werken die afzonderlijk zullen worden toegewezen;
- 5° Voor elk werk : een beknopte technische nota, met vermelding van de bouwtechnieken, van de te gebruiken materialen, van de diverse te treffen maatregelen en van de te voorziene installaties.

Art. 24. Het College keurt het voorontwerp goed en stelt de maximaal subsidieerbare kost vast.

Art. 25. Bij het opmaken van de ontwerpen en het toewijzen van de opdrachten wordt de wetgeving op de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten nageleefd.

Art. 26. Het ontwerp moet overeenstemmen met het goedgekeurde voorontwerp.

Art. 27. Het dossier van het bij het bestuur ingediende ontwerp omvat de volgende documenten :

- 1° de beraadslaging van het bevoegde orgaan van de vereniging-bouwheer waarbij het bijzonder bestek, de plannen en het geraamde bedrag werden goedgekeurd;
- 2° het bijzonder bestek en zijn bijlagen, onder meer de beschrijvende meetstaat, de wijze van gunnen, de samenvattende meetstaat en het inventarismodel;
- 3° de algemene plannen en alle detailplannen die noodzakelijk zijn voor een goed begrip van de werken;
- 4° een attest van de Brandweer waaruit blijkt dat het ontwerp de regelgevende normen naleeft;
- 5° een prijsraming, opgemaakt per artikel van de samenvattende meetstaat of de inventaris.

Art. 28. Het ontwerp en de wijze van gunnen worden ter goedkeuring aan het College voorgelegd.

Art. 29. Het bestuur wordt tijdig verwittigd van de datum van de opening van de offertes. Indien ze oordeelt dat dit nuttig is, kan een van haar personeelsleden deze opening bijwonen.

Art. 30. De aanvrager maakt het dossier van de toewijzing van de opdracht aan het bestuur over.

Art. 31. Dat dossier omvat de volgende documenten :

- 1° het bijzonder bestek, de prijsraming en de plannen die als basis dienden voor de toewijzing;
- 2° de bewijzen van de bekendmaking of van de raadpleging van andere kandidaten;
- 3° de ingediende offertes met hun bijlagen;
- 4° een kopie van de weerhouden offerte;
- 5° het proces-verbaal van de opening van de offertes;
- 6° het rapport van de ontwerper over de toewijzing;
- 7° de met redenen omklede beraadslaging waarbij het bevoegde orgaan van de vereniging-bouwheer de toewijzing aan de aannemer voorstelt;
- 8° een ongeldig gemaakt overschrijvingsformulier.

Art. 32. Na afloop van deze procedure treft het College de definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie.

Art. 33. De opdrachten worden uitgevoerd overeenstemmend de geldende bepalingen voor de overheidsopdrachten en met naleving van de hierna vermelde bijzondere voorwaarden.

Art. 34. Het bevel tot aanvangen der werken of tot leveren van de goederen mag pas worden gegeven na dat de definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie werd genomen.

Tegelijk met het sturen van dit bevel aan de aannemer, richt de bouwheer er een kopie van aan het bestuur.

Art. 35. op het einde van elke maand wordt een staat van de vooruitgang der werken opgemaakt en voor akkoord ondertekend door de aannemer, de ontwerper en de bouwheer.

Art. 36. De vooruitgangsstaten en de overeenstemmende cumulatieve staten worden regelmatig opgemaakt en op de bouwplaats bewaard en ter beschikking van het bestuur gehouden.

Art. 37. Voorschotten op de subsidie worden aan de bouwheer uitbetaald ten belope van de negen tienden van de oorspronkelijke verbintenis, na voorlegging van de vooruitgangsstaten, de facturen, de schuldvorderingen die er betrekking op hebben en de tabellen die de uitvoeringstermijnen verantwoorden.

Art. 38. Bijkomende subsidie kan enkel worden toegekend voor onontbeerlijke bijkomende of wijzigende werken die los staan van de wil van de bouwheer en niet konden worden voorzien bij de toewijzing van de opdracht.

Art. 39. Verlengingen van termijnen moeten gestaafd zijn door een schriftelijke aanvraag van de aannemer of de leverancier en door een beraadslaging van de bouwheer. Onderbrekingen moeten gestaafd zijn door schriftelijke bevelen tot stopzetten en hernemen en ze moeten worden verantwoord. Deze documenten worden aan de facturen voor de betrokken periodes toegevoegd.

Art. 40. De bouwheer gaat over tot de voorlopige oplevering binnen de voorwaarden opgelegd door het algemeen bestek. Het bestuur wordt minstens 15 dagen voor de voor de oplevering vastgestelde datum verwittigd.

Art. 41. Na de beëindiging en de oplevering der werken wordt het totaal bedrag van de subsidie vastgesteld op basis van de eindafrekening en wordt het resterende tiende van de oorspronkelijke verbintenis aan de bouwheer uitbetaald.

Art. 42. De aanvrager dient de eindafrekening van de aanneming in bij het bestuur.

Art. 43. Het dossier van de eindafrekening van de aanneming omvat de volgende documenten :

- 1° het proces-verbaal van de voorlopige oplevering;
- 2° een tabel waarin het totaal aan de aannemer verschuldigde bedrag wordt vastgesteld;
- 3° de verantwoordingsstukken en afrekeningen die op voornoemde tabel betrekking hebben;
- 4° een samenvattende tabel van de vooruitgangsstaten;
- 5° de tabel die de uitvoeringstermijnen verantwoordt en zijn bijlagen;
- 6° eventueel, de factuur van geotechnische testen;
- 7° eventueel, de facturen van de aansluitingen op water, gas en elektriciteit.

Art. 44. Het bedrag van de aanneming dat in aanmerking komt voor subsidiëring omvat de volgende posten :

1° het totale aan de aannemer verschuldigde bedrag, met aftrek van de niet subsidiëerbare posten uit de offerte en van de geweigerde afrekeningen en wijzigende werken, maar met inbegrip van de contractuele herzieningen, in verhouding tot het subsidiëerbaar bedrag zoals ze voortvloeien uit de toepassing van het bijzonder bestek van de gesubsidieerde aanneming, voor zover dit document voorafgaand door het College werd goedgekeurd, zoals bepaald in de artikelen 25 tot 28;

2° het bedrag van de belasting op de toegevoegde waarde;

3° het bedrag van de algemene kosten, forfaitair vastgesteld op 7 % van het totaal van de bedragen bedoeld sub 1° en 2°;

4° de kosten van de eventuele geotechnische testen;

5° de kosten van de eventuele aansluitingen op water, gas en elektriciteit, voor zover ze werden uitgevoerd door de distributiemaatschappijen.

Art. 45. Het College keurt de eindafrekening van de aanneming goed en beslist, in voorkomend geval, over de toekenning van een bijkomende subsidie.

HOOFDSTUK V. — *Slopbepalingen*

Art. 46. Dit besluit treedt in werking op 27 februari 2003.

Art. 47. Het Lid van het College, bevoegd voor Begroting, Sociale Actie en Gezin is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 februari 2003.

Voor het College,
De Voorzitter van het College
E. TOMAS
Het lid van het College, belast met Begroting, Sociale Actie en Gezin,
A. HUTCHINSON

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 1455

[C - 2003/31183]

13 MARS 2003. — Arrêté 2002/791 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des Personnes handicapées

Le Collège,

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret de l'assemblée de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 26;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service Bruxellois francophone des personnes handicapées;

Vu l'avis de la section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé, donné le 8 février 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 22 octobre 2002;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget, donné le 20 novembre 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant qu'il y a lieu d'accorder, à la personne handicapée qui s'installe en qualité d'indépendant ou qui reprend son activité d'indépendant après une interruption provoquée par un accident ou une maladie ou qui tente de maintenir son activité professionnelle mise en péril par sa déficience et dont la perte de rendement doit être compensée, les mêmes possibilités de réinsertion que celles offertes à la personne handicapée qui exerce une activité de salarié;

Considérant dès lors qu'il y a lieu d'adapter la prime d'installation de façon équivalente à la prime d'insertion;

Sur la proposition du membre du Collège chargé de la politique des personnes handicapées,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Au deuxième alinéa de l'article 62 de l'arrêté du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes

handicapées mises en œuvre par le Service Bruxellois francophone des personnes handicapées, le chiffre de « 50 % » est remplacé par « 65 % ».

Art. 3. L'alinéa 1^{er} de l'article 63 du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant : « la prime d'installation est octroyée pour une durée maximale d'un an, elle peut toutefois être renouvelée sur base de la persistance de la perte de rendement du demandeur ».

Art. 4. Le membre du Collège chargé de la politique des personnes handicapées est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 mars 2003.

Par le Collège :
E. TOMAS,
Président du Collège.
W. DRAPS,
Membre du Collège, chargé de la Politique des Personnes handicapées.
A. HUTCHINSON,
Membre du Collège, chargé du Budget.